

**Arrêté préfectoral complémentaire n° 2026-883 du 21 mai 2026
actant les mesures de bridage mises en place en faveur des chiroptères
pour le parc éolien exploité par la société MSE Beau Regard
sur le territoire des communes de VAVINCOURT et de RUMONT**

**La Préfète de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,**

VU le Code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 8 avril 2026 portant nomination de Mme Anne-Florence CANTON, Préfète de la Meuse ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2026-789 du 8 avril 2026 accordant délégation de signature à Mme Alice MALLICK, Sous-Préfète de Verdun, chargée de l'intérim des fonctions de secrétaire général de la préfecture de la Meuse ;

VU les permis de construire n° PC 5544604F0001 (modifié le 24 novembre 2005), n° PC 5517504F0001, et n° PC 5554104F0002 délivrés le 10 novembre 2004 pour l'implantation de 6 éoliennes et 1 poste de livraison sur le territoire des communes de RUMONT et de VAVINCOURT ;

VU le permis de construire n° PC 5544609F0002 délivré le 24 juillet 2009 pour l'implantation d'une éolienne sur le territoire de la commune de RUMONT ;

VU le donné acte du 4 octobre 2012 accordant le bénéfice de l'antériorité à la société MSE Beau Regard pour le parc éolien qu'elle exploite sur le territoire de la commune de RUMONT et de VAVINCOURT ;

VU le suivi environnemental réalisé par l'exploitant en 2019 et en 2021 ;

VU la visite de contrôle de l'inspection des installations classées, réalisée le 18 février 2026, du parc éolien appartenant à la société MSE Beau Regard, concernant l'examen de ce suivi environnemental ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Grand-Est, référencé SV/2026-103 en date du 17 mars 2026, établi à la suite de la visite de contrôle précitée, et dont une copie a été transmise à la société MSE Beau Regard, par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 17 mars 2026, conformément aux dispositions fixées par les articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance du demandeur par lettre recommandée en date du 17 mars 2026 ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire, valant accord tacite sur cette décision ;

CONSIDÉRANT que le suivi environnemental, réalisé en 2019 pour le parc éolien MSE Beau Regard sur le territoire des communes de RUMONT et de VAVINCOURT, propose une mesure de bridage en faveur des chiroptères ;

CONSIDÉRANT que le suivi environnemental réalisé en 2021 pour le parc éolien MSE Beau Regard sur le territoire des communes de RUMONT et de VAVINCOURT montre l'efficacité de cette mesure de bridage, aucun cadavre de chiroptère n'ayant été recensé en 2021 ;

CONSIDÉRANT que l'article L.181-14 du Code de l'environnement dispose que l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 [...] à tout moment, s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées ;

CONSIDÉRANT que la mesure de réduction de l'impact en faveur des chiroptères, prescrite par le présent arrêté, est de nature à réduire cet impact ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de la Meuse,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Bénéficiaire et portée de l'arrêté

Les dispositions du donné acte susvisé sont modifiées et complétées par les dispositions du présent arrêté.

Article 2 : Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux

L'exploitant met en place, dès la notification du présent arrêté, pour son parc bénéficiant du donné acte du 4 octobre 2012 susvisé et jusqu'à l'arrêt définitif de celui-ci, ou jusqu'à son renouvellement, la mesure suivante de réduction de l'impact en faveur des chiroptères :

- un arrêt des machines du parc situées à moins de 200 m des lisières boisées identifiées R80307, R80308 et R80309 :
 - du 1^{er} mai au 30 septembre ;
 - entre 30 minutes avant le coucher du soleil et 30 minutes après le lever du soleil ;
 - pour des vitesses de vent inférieures à 5,4 m/s ;
 - pour des températures supérieures ou égales à 12 °C en mai et 16 °C de juin à septembre.

Article 3 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant la Cour administrative d'appel de NANCY – 6 rue du Haut-Bourgeois – 54 035 NANCY Cedex, compétente en premier et dernier ressort en application de l'article R.311-5 du Code de justice administrative, par le pétitionnaire ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

La Cour administrative d'appel peut être saisie via l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr

Article 4 : Publication et information des tiers

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois, en vue de l'information des tiers.

Article 5 : Exécution

- La Secrétaire Générale de la préfecture de la Meuse par intérim,
- l'Inspecteur des installations classées (direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

*** à titre de notification à :**

– Monsieur le Directeur de la société MSE Beau Regard,

*** à titre d'information à :**

- Monsieur le Directeur départemental des territoires – service environnement,
- Monsieur le Maire de la commune de RUMONT,
- Monsieur le Maire de la commune de VAVINCOURT.

Pour la Préfète et par délégation,
Le Sous-Préfet de Commercy


ERIC LE ROUX

